

**NATIONS UNIES**



**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/36/402  
S/14616

24 juillet 1981

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-sixième session  
Points 22 et 34 de l'ordre du jour provisoire<sup>x</sup>  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA  
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITÉ ET DE  
LA COOPÉRATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-sixième année

Lettre datée du 23 juillet 1981, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la République démocratique  
populaire lao auprès de l'Organisation des Nations Unies

A la requête de Monsieur Hen Sen, Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la "Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea" sur la soi-disant "Conférence internationale sur le Kampuchea".

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 34 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et  
plénipotentiaire,  
Représentant permanent auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,  
(Signé) Vithaya SOURINHO

<sup>x</sup> A/36/150.

## D E C L A R A T I O N

DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU KAMPUCHEA

La soi-disant "Conférence Internationale sur le Kampuchea" qui s'est tenue tout récemment à New York vient d'adopter une Résolution pour "une solution politique" pour le Kampuchea.

A ce propos, le Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire du Kampuchea estime nécessaire de formuler les observations suivantes et tient à réaffirmer une fois de plus la position invariable du Gouvernement de la République Populaire du Kampuchea comme suit :

1/ Cette conférence, convoquée sur la proposition des pays de l'ASEAN et orchestrée par les expansionnistes chinois et les impérialistes américains vise essentiellement à tromper l'opinion mondiale, à dénaturer la situation au Kampuchea, à soutenir les débris polpotistes et autres Khmers réactionnaires réfugiés sur le territoire thaïlandais pour encourager ceux-ci dans leurs activités criminelles contre la renaissance et le développement du peuple Kampuchéen, et à saboter l'indépendance et la souveraineté du Kampuchea. Ces tentatives grossières sont tout à fait contraires à la réalité du Kampuchea et à la justice. C'est une intervention inadmissible dans les affaires intérieures de la République Populaire du Kampuchea et une violation flagrante de la Charte de l'ONU.

2/ Il est de notoriété publique que ceux qui ont fait grand tapage et se sont montrés champions pour "le droit d'autodétermination du peuple kampuchéen" sont tout d'abord des impérialistes américains et les expansionnistes chinois, agresseurs de grand renom qui ont brutalement foulé aux pieds les droits nationaux fondamentaux et le droit d'existence du peuple kampuchéen et les peuples des autres pays d'Indochine. D'autre part, certains pays qui se rangeaient au côté des impérialistes américains et participaient à la guerre d'agression atroce font présent chorus avec ces mêmes impérialistes et expansionnistes pour s'opposer au peuple kampuchéen et les autres peuples d'Indochine. Il est clair que toutes ces manœuvres perfides ne sont qu'une grande dupe des impérialistes américains et des expansionnistes de Pékin se servant du nom de l'OKU pour camoufler leurs activités d'intervention et

d'agression et leurs visées expansionnistes et hégémoniques à l'encontre des trois peuples d'Indochine.

3/ Etat indépendant et souverain où notre peuple est maître de sa destinée, le Gouvernement de la République Populaire du Kampuchea élu par le peuple kampuchéen et bénéficiant de sa confiance, assure la gestion effective de toutes les affaires intérieures et extérieures du pays tout entier. Le soi-disant "Kampuchea démocratique" n'est plus qu'une bande de criminels condamnés par tout le peuple du Kampuchea, aidés et assistés en vivres, en armes et en matériels par les expansionnistes chinois, les impérialistes américains, la Thaïlande. Ces débris polpotistes et les autres réactionnaires khmers commettent des crimes et des actes de piraterie contre la population kampuchéenne nouvellement ressuscitée de l'enfer des Khmers rouges.

4/ Après avoir mis fin au régime de génocide de Pol Pot - Ieng Sary - Khieu Samphan, le peuple kampuchéen se réjouit vivement de la paix et de la liberté si chèrement retrouvée et de la vigoureuse renaissance, la situation en République Populaire du Kampuchea devient de plus en plus stable et s'améliore chaque jour, raison pour laquelle les expansionnistes chinois, en collusion avec les impérialistes américains et les autres réactionnaires, ne cessent de saboter la renaissance et le développement du peuple kampuchéen, créant ainsi une situation tendue et dangereuse à la frontière kampuchea-thaïlandaise.

D'ailleurs, il faut reconnaître que c'est justement l'expansionnisme chinois, l'impérialisme américain et les autres forces réactionnaires, qui menacent directement l'indépendance, la souveraineté, la paix et la sécurité du Kampuchea, des autres pays d'Indochine, la paix et la stabilité de l'Asie du Sud-Est. Face à un tel danger, les peuples du Kampuchea et du Viet Nam ont le droit souverain d'organiser, comme ils l'entendent, leur défense collective, la coopération et l'entraide dans tous les domaines. Ainsi la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea résulte d'un Accord intervenu entre la République Populaire du Kampuchea et la République Socialiste du Viet Nam, deux Etats indépendants et souverains. Cette présence n'est dirigée contre aucun pays tiers, personne n'a le droit de s'immiscer ni d'empêcher les pays d'Indochine, d'user de leurs droits d'autodéfense. Le problème urgent qui se pose et qui doit être immédiatement résolu est de mettre fin à la politique d'agression et d'in-

tervention des expansionnistes chinois en collusion avec les impérialistes américains et les forces réactionnaires contre le peuple kampuchéen et les pays d'Indochine.

5/ La République Populaire du Kampuchea tient à réaffirmer qu'il n'existe pas de "problème du Kampuchea" partant, de solution d'y apporter. Aucun pays, ni aucune organisation, ni, à fortiori, aucun groupe de criminels traîtres à leur patrie, n'ont le droit de parler au nom du peuple kampuchéen, ni d'avancer des "solutions" pour le Kampuchea qui ne sont, en réalité, que des manœuvres destinées à favoriser le retour des carcasses archi-criminels polpotistes. La situation au Kampuchea, est irréversible, toutes manœuvres et activités visant à porter atteinte à l'indépendance et à la souveraineté de la République Populaire du Kampuchea seront vouées à coup sûr à un échec lamentable.

6/ La juste solution raisonnable pour promouvoir la paix, la stabilité et la coopération entre les pays du Sud-Est asiatique est celle avancée par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des trois pays d'Indochine tenue les 13 et 14 Juin à Phnom Penh.

Le Gouvernement de la République Populaire du Kampuchea condamne cette grotesque résolution de la soi-disant Conférence Internationale sur le Kampuchea, rejette catégoriquement et la considère comme illégale, nulle et non avenue.

PHNOM PENH, le 18 Juillet 1981.

